

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE
L'ECONOMIE ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTE n° PREF-DCPP-SEE-2013- 0434
du

**mettant en demeure la société BAUDOUIN THILLIEN de respecter dans ses installations sises
à AUXERRE certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°
PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le titre VII du livre 1er du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999 autorisant M. le gérant de la Société BAUDOUIN THILLIEN à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surface de pièces sur la commune d' AUXERRE,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-070 du 18 février 2009 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999 autorisant M. le gérant de la Société BAUDOUIN THILLIEN à poursuivre l'exploitation de ses installations de traitement de surface de pièces sur la commune d' AUXERRE,

VU le rapport de constations en date du 02 août 2011, établi par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection sur site le 21 juillet 2011,

VU le rapport de constations en date du 21 octobre 2013, établi par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection sur site le 10 octobre 2013,

CONSIDERANT que l'exploitant entrepose hors rétention des containers de matières premières liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols,

CONSIDERANT notamment qu'à proximité de la chaîne de traitement de surface, six containers de matières premières liquides corrosives et dangereuses pour l'environnement telles que le PROSEAL XZ111, le TRIPASS ELV ou la lessive de soude, quatre bidons de 25 l de ZETANIUM 205 CORRECTEUR et treize containers utilisés pour les mélanges de matières premières alimentant les bains de la chaîne, ne sont pas sur rétention,

CONSIDERANT également qu'à l'extérieur, onze containers de matières premières liquides dangereuses pour l'environnement telles que de l'acide chlorhydrique et de la lessive de soude sont stockés sur une dalle bétonnée, non abritée, et qui ne dispose pas de rétention et d'aménagement pour la récupération des fuites accidentelles,

CONSIDERANT que l'exploitant stocke des produits basiques et des produits acides côte à côte,

CONSIDERANT qu'il existe un risque de réaction chimique dangereuse pour la sécurité et l'environnement,

CONSIDERANT que l'exploitant réalise les opérations de mélanges nécessaires aux bains, manuellement, à proximité de la chaîne de traitement de surface, sur des aires qui ne sont pas aménagées pour la récupération des fuites accidentelles,

CONSIDERANT que l'exploitant stocke hors rétention dans le bâtiment des anciennes chaînes de traitement de surface et sur des aires qui ne sont pas aménagées pour la récupération des fuites accidentelles, sept containers de bains usés de passivation noire avant traitement par la station d'épuration,

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 21 juillet 2011, il avait été constaté la présence d'une grande quantité de déchets divers stockés sur le site, représentant environ 40 tonnes notamment de boues de traitement laissées en l'état par l'exploitant précédent,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 10 octobre 2013 a montré que ces déchets sont toujours entreposés sur le site,

CONSIDERANT qu'au regard de la quantité stockée et la durée de stockage, ces déchets doivent être éliminés dans les filières appropriées,

CONSIDERANT qu'il existe un risque de pollution des eaux et du sol,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999 car :

- le stockage des matières premières liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol n'est pas associé à une capacité de rétention réalisée conformément à la réglementation en vigueur,
- les récipients contenant des produits incompatibles sont côte à côte,
- la manipulation de produits dangereux ou polluant, liquides, n'est pas effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles,
- le stockage de déchet susceptible de contenir des produits polluants n'est pas réalisé sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement,
- la durée maximale de stockage de deux mois et la quantité maximale stockée de 12 tonnes ne sont pas respectées,

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE

En application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, Monsieur le Directeur de la société BAUDOIN THILLIEN dont le siège social est situé 11 rue du Colonel Rozanoff ZI des Pieds de Rats 89000 AUXERRE est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter :

- **Sous 3 mois:**

- L'article 11.4 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999 :
- en mettant en place les rétentions nécessaires et adaptées au stockage des matières premières,
- en assurant la compatibilité des produits associés sur une même rétention,
- en manipulant les produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles,
- en stockant les déchets susceptibles de contenir des produits polluants sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
- en installant les rétentions nécessaires sous les containers de matières premières et en établissant des raccordements conformes permettant l'alimentation des bacs de la chaîne de traitement de surface sans risque pour l'environnement.

- **Sous 24 mois :**

- L'article 25 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-B1-1999-398 du 26 octobre 1999 en éliminant dans les filières appropriées les quarante tonnes de déchets entreposés. Un minimum de dix tonnes de ces déchets devra être évacué au 31 décembre 2014.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.


A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Écologie et du Développement Durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Responsable de l'unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société BAUDOUIN THILLIEN et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire d'Auxerre,
- Monsieur le responsable de l'unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL
- Monsieur le délégué territorial de l'Yonne de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne,
- Madame la Procureure de la République près le tribunal de grande instance d'Auxerre.

Fait à Auxerre, le 15 NOV. 2013

Le Préfet,

Raymond LE DEUN